



LAFLUTE AUDIT ASSOCIÉS **« L2A »**

SOPHIE MAYEUX
THOMAS DONNELLY

SARL au capital de 301 000€

6 Avenue Eglé
78600 Maisons-Laffitte
Tél. 01 34 93 19 20

Siret 449 663 467 000 16

Société de Commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie de Versailles et du
Centre

Rapport du commissaire aux comptes **sur les comptes annuels**

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024

Association Départementale Voyageur - Gadjé (ADVOG)

Association placée sous le régime de la loi du 1^{er} juillet
1091

18 Boulevard de la Paix
95800 Cergy



LAFLUTE AUDIT ET ASSOCIÉS « L2A »

Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie de Versailles

Sophie MAYEUX
Thomas DONNELLY

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale des sociétaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADVOG relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Elles ont notamment porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

6 Avenue Eglé - 78600 Maisons-Laffitte
Tél. 01 34 93 19 20

Société à responsabilité limitée au capital de 301 000 €
449 663 467 RCS Versailles - Siret 449 663 467 00016 - Naf 6920Z



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

En application de la loi, nous vous signalons que, contrairement aux dispositions de l'article L.232-1 et de l'article D.441-6 du code de commerce, le rapport de gestion ne précise pas les informations sur les délais de paiements des clients et des fournisseurs.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs, et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit



face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Maisons-Laffitte
le 24 mars 2025

LAFLUTE AUDIT ASSOCIES
représentée par Monsieur Thomas DONNELLY

- BILAN ACTIF ASSOCIATION -

ADVOG

du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Brut	N Amort. et	Net	N-1
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	2 450	2 450		
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	3 295	3 295		
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	8 519		8 519	7 996
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	14 264	5 745	8 519	7 996
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Clients et comptes rattachés				
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	27 240		27 240	27 889
Trésorerie				
Valeurs mobilières de placement	26 097		26 097	25 319
Disponibilités	49 675		49 675	110 685
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance	9 469		9 469	501
Frais d'émissions d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL ACTIF CIRCULANT	112 481		112 481	164 394
TOTAL ACTIF	126 745	5 745	121 000	172 390

- BILAN PASSIF ASSOCIATION -

ADVOG

du 01/01/2024 au 31/12/2024

	N	N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Total Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Total Fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	80 069	100 893
Résultat de l'exercice (Excédent ou Déficits)	-54 164	-20 824
Situation Nette (sous-total)	25 905	80 069
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES	25 905	80 069
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	38 425	27 974
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS	38 425	27 974
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 777	6 221
Dettes fiscales et sociales	39 648	38 725
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		13
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	12 244	19 387
TOTAL DETTES	56 669	64 347
Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF GENERAL	121 000	172 390

Vu Commissaire aux
comptes

- COMPTE DE RESULTAT ASSOCIATION -

ADVOG

du 01/01/2024 au 31/12/2024

	N	N-1
Produits d'exploitation		
Cotisations	2 030	1 340
Ventes de biens		
Ventes de prestations services		
Dont parrainages		
Subventions d'exploitation	276 173	312 449
Vts des fondateurs ou conso. de la dot, consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dont les dons manuels		
Dont Mécénats		
Dont Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	9 659	14 568
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	6	1
Total des produits d'exploitation (I)	287 868	328 358
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises (y compris droits de douane)		
Variation de stock (marchandises)		
Autres achats et charges externes (3)	102 929	102 140
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	4 229	4 195
Salaires et traitements	175 115	180 332
Charges sociales	51 475	53 338
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
Dotations aux provisions	1 492	2 579
Reports des fonds dédiés		
Autres charges	536	244
Total des charges d'exploitations (II)	335 776	342 828
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-47 908	-14 470
Produits Financiers		
Produits financiers de participations (5)		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)		
Autres intérêts et produits assimilés (5)	2 448	2 386
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers (III)	2 448	2 386

Vu Commissaire aux
comptes

- COMPTE DE RESULTAT ASSOCIATION -

ADVOG

du 01/01/2024 au 31/12/2024

	N	N-1
Charges Financières		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées (6)		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières (IV)		
RESULTAT FINANCIER (IV - III)	2 448	2 386
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-45 460	-12 084
Produits Exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	430	290
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total des produits Exceptionnels (V)	430	290
Charges Exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	58	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	8 959	8 959
Total des charges exceptionnelles (VI)	9 017	8 959
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-8 587	-8 669
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	117	71
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	290 746	331 034
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	344 910	351 858
EXCEDENT OU DEFICIT	-54 164	-20 824
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Vu Commissaire aux
comptes

ANNEXE COMPTABLE

ADVOG

Annexe des Comptes de l'exercice clos le 31/12/2024

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 121 000€ et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant une perte nette comptable de -54 164€.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Informations et méthodes comptables :

Informations générales :

Le bilan, le compte de résultat et l'annexe qui forment un tout indissociable sont établis à la clôture de l'exercice au vu des enregistrements comptables et de l'inventaire.

L'annexe complète et commente l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

L'annexe comporte toutes les informations d'importance significative destinées à compléter et à commenter celles données par le bilan et par le compte de résultat.

Une inscription dans l'annexe ne peut pas se substituer à une inscription dans le bilan et le compte de résultat.

Faits significatifs de l'exercice :

Depuis l'exercice 2022, un litige oppose l'association avec son client SOS bureautique a conduit à l'enregistrement d'une provision pour litiges à hauteur de 8 959 €

En 2024, au regard des nouvelles informations sur ce sujet, un complément de provision pour litige comptabilisé portant ainsi la somme à 17 918 €.

Information au titre des principes et méthodes comptables :

L'association a arrêté ses comptes et rédigé son annexe conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2023-01 du 12 mai 2023 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les règles ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les règles et méthodes comptables, et ou méthodes d'évaluation applicables aux différents postes du bilan et du compte de résultat sont décrites ci-après.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre :

Activité :

L'ADVOG et Tsiganes en France est une association œuvrant en direction des voyageurs, des gadjé et des tsiganes en France dans le département du Val d'Oise et au-delà.

Elle a pour but de permettre aux voyageurs et tsiganes en France d'exercer pleinement leur citoyenneté.

Sources et financement :

Les principales ressources de l'association sont octroyées par le Conseil Départemental et la DDETS dans le cadre de conventions relatives à l'accompagnement des familles.

Informations sur les postes de l'actif du bilan :

État de l'actif immobilisé, amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé :

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévues :

- Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 ans
- Mobilier : 10 ans

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

• État de l'actif Immobilisé :

Immobilisations	Valeur Brut début exercice	+ Réévaluation	+ Acquisitions	- Virements	- Cessions/rebuts	Valeur brute fin exercice
Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	2 450	-	-	-	-	2 450
Total Immobilisations Incorporelles (I)	2 450	-	-	-	-	2 450

Immobilisations	Valeur Brut début exercice	+ Réévaluation	+ Acquisitions	- Virements	- Cessions/rebuts	Valeur brute fin exercice
Terrain	-	-	-	-	-	-
Constructions	-	-	-	-	-	-
Installations techniques, matériels et outillages industriels	-	-	-	-	-	-
Installations générales, agencements, aménagements divers	-	-	-	-	-	-
Matériel de transport	-	-	-	-	-	-
Matériel de bureau et informatique, mobilier	3 295	-	-	-	-	3 295
Emballages récupérables et divers	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-	-	-
Total						
Immobilisations Corporelles (II)	3 295	-	-	-	-	3 295

Immobilisations	Valeur brute début exercice	+ Réévaluation	+ Acquisition	- Virements	- Cessions/Rebuts	Valeur brute fin exercice
Participations	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées à des Participations	-	-	-	-	-	-
Autres Titres Immobilisés	-	-	-	-	-	-
Prêts et autres immobilisations financières	7 996	-	523	-	-	8 519
Total Immobilisations Financières (III)	7 996	-	523	-	-	8 519
TOTAL (I + II+III)	13 742	-	523	-	-	14 264

- Amortissement de l'actif Immobilisé :

Amortissements de l'actif immobilisé	Valeur début exercice	+ Augmentations	- Diminutions	Valeur fin exercice
Frais établissement et développement (Total I)	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles (Total II)	2 450	-	-	2 450
Terrain	-	-	-	-
Constructions sur sol propre	-	-	-	-
Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-
Constructions inst. générales, agencés, amén. constr.	-	-	-	-
Instal. techniques, matériel et outillage industriels	-	-	-	-
Autres immo. corp.- Inst. générales, agencés, aménag. divers	-	-	-	-
Autres immo. corp.- Matériel de transport	-	-	-	-
Autres immo. corp. ,Matériel de bureau et informatique, mobilier	3 295	-	-	3 295
Autres immo. corp - Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
Total Amortissement Immobilisations Corporelles (Total III)	3 295	-	-	3 295
TOTAL GENERAL	5 745	-	-	5 745

État des échéances des créances à la clôture de l'exercice :

Etat des créances	Montant Brut A 1 an au plusA plus d'un an		
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts	-	-	-
Autres immobilisations financières	8 519	-	8 519
Créances clients et comptes rattachés	-	-	-
Autres	27 240	27 240	-
Charges constatées d'avance	9 469	9 469	-
TOTAUX	45 228	36 709	8 519
<i>Prêts accordés en cours d'exercice</i>	-		
<i>Remboursements obtenus en cours d'exercice</i>	-		

Informations sur les postes du passif du bilan :**Tableau de Variation des Fonds Propres :**

Variation des fonds Propres	Début exercice	Affectation Résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	Fin Exercice
Fonds propres sans droit de reprise	-				-
Fonds propres avec droit de reprise	-				-
Écarts de réévaluation	-				-
Réserves	-				-
Report à nouveau	100 893	-20 824			80 069
Excédent ou déficit de l'exercice	-20 824	20 824	-54 164		-54 164
Situation nette	80 069	-	-54 164	-	25 905
Fonds propres consommables	-				-
Subventions d'investissement	-				-
Provisions réglementées	-				-
TOTAUX	80 069	-	-54 164	-	25 905

Résultat de L'exercice :**Résultat de l'exercice****Exercice N****Exercice N-1****Excédent ou Déficit**

-54 164

-20 824

Le résultat de 2024 par activité se répartit comme suit:

- ADVOG = - 56 986,97€
- Maraude = + 2 823,06

Informations sur les provisions pour risques et charges :

- Provisions :

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Provisions	Solde ouverture	Augmentation (+)	Diminution (-)	Solde clôture
Réglementées	-	-	-	-
Pour Risques	27 974	10 451	-	38 425
Pour Charges	-	-	-	-
TOTAUX	27 974	10 451	-	38 425

Nature Provisions Pour Risques et Charges	Solde ouverture	Augmentation (+)	Diminution (-)	Solde clôture
Provision Pour Risque (1)	27 974	10 451	-	38 425
Provisions sur legs ou donations	-	-	-	-
Provisions pour pensions et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour impôts	-	-	-	-
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices (2)	-	-	-	-
Autres provisions pour charges	-	-	-	-
TOTAUX	27 974	10 451	-	38 425

(1) dont provision pour risque d'emploi : 17 918

Pensions, Retraites et versements similaires :

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes:

- Taux d'actualisation : 3,25 %
- Taux de croissance des salaires : 1,50 %
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Taux de rotation du personnel : 0 %
- Table de taux de mortalité : table INSEE TH 88-90

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

Les engagements de retraite ont été comptabilisés sur l'exercice pour un montant de 20 507 €. L'impact sur le résultat (variation de l'exercice) s'élève à + 1 492 € .

Pour un régime à prestations définies, il est fait application de la recommandation ANC 2013-02 du 7 novembre 2013

État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice :

Évaluation des dettes : Les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

ETAT DES DETTES	Montant Brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-
Autres Emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à 1 an maximum à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à plus de 1 an maximum à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	4 777	4 777	-	-
Dettes fiscales et sociales	39 648	39 648	-	-
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	-	-	-	-
Autres Dettes	-	-	-	-
Produits constatés d'avance	12 244	3 285	8 959	-
TOTAUX	56 669	47 710	8 959	-
<i>Emprunts souscrits sur l'exercice</i>	-			
<i>Emprunts Remboursés sur l'exercice</i>	-			
<i>Emprunts et Dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture</i>	-			

Charges à payer :

	Montant
Fourn. factures non reçues	4 777
Congés à payer	19 489
Charges sociales s/congés à payer	7 887
Org. social charges à payer	2 511
Total	34 664

Informations sur les postes du compte de résultat :

Information sur les montants des concours publics reçues par l'entité par nature de concours et par catégories d'autorités administratives :

Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1
Aides à l'emploi	-	-
Aides au développement des compétences	-	-
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales technologiques et professionnelles	-	-
Financement des formations par apprentissage	-	-
Forfaits d'externat	-	-
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue	-	-
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole	-	-
Autres concours publics	-	-
Sous-total concours publics	-	-
Subventions État (DDETS+DILCRAH)	97 489	92 989
Subventions Région		
Subventions Département (dvs+maraudes)	176 469	219 460
Subventions Communes et groupements de communes		
Autres subventions d'exploitation (formation cm) <i>dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus +...)</i> <i>dont autres subventions (à détailler)</i>	2 215	-
Report de subventions		
Sous-total subventions d'exploitation	276 173	312 449
TOTAUX	276 173	312 449

Précisions sur les opérations exceptionnelles :

	Exercice N	Exercice N-1
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	430	290
Produits sur Exercices Antérieurs	-	-
Produits sur Cessions d'actifs	-	-
Quote part de subventions virée au résultat	-	-
Autres produits exceptionnels	-	-
Reprises sur provisions	-	-
Transferts de charges exceptionnels	-	-
Total produits exceptionnels	430	290
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	58	-
Charges sur exercices antérieurs	-	-
Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés	-	-
Autres Charges exceptionnelles	-	-
Dotations amortissements et provisions exceptionnelles	8 959	8 959
Total charges exceptionnelles	9 017	8 959
Résultat exceptionnel	-9 447	-9 249

Autres informations :**Informations relatives aux honoraires des commissaires aux comptes :**

Montant comptabilisé au titre du contrôle légal des comptes annuels : 3 660 euros

Effectif moyen employé pendant l'exercice par catégorie :

Il y a en moyenne 5 salarié sur l'année.